

Demain, la Belgique unie dans la diversité

« La Belgique est un petit pays, mais on y trouve de tout, et il n'y a pas beaucoup de place. » Voilà donc un adorable résumé de notre « problème » : le vivre-ensemble d'hommes et de femmes d'origines et de religions différentes, qui ont la même nationalité. Cette définition façon humour belge est de Brahim Layton, l'imam de Gand, qui a tout compris de nos spécificités. Cet imam que tout le monde s'arrache fait partie de ces nouvelles voix du monde musulman, que le monde occidental appelle de ses vœux et sur lesquelles beaucoup veulent construire cet islam européen, jugé indispensable pour permettre la coexistence au quotidien qui paraît aujourd'hui impossible à certains. Les terribles attentats terroristes perpétrés à Bruxelles cette semaine posent ainsi une autre bombe sous notre démocratie, en radicalisant les points de vue, en exacerbant les différences.

Comment réussir ce vivre-ensemble ? Difficile souvent d'aborder le sujet, sous peine d'être taxé soit d'être politiquement correct/bisounours ou islamophobe/raciste. Nous avons choisi de regarder la « chose » en face, avec l'aide d'une quinzaine de personnalités belges et de jeunes écoliers bruxellois. Parce que, comme le dit l'analyste Jean-Paul Marthoz, le vivre-ensemble ne résiste à l'épreuve des faits, des fanatiques et des racistes que « s'il se fonde sur des bases solides, sans peur de la parole qui heurte, choque ou inquiète. Il faut s'engager radicalement dans l'analyse des enjeux d'une société, aller à la racine des choses. » La voilà donc la première règle pour améliorer un débat souvent esquivé depuis de très longues années en Belgique, francophone particulièrement : ne pas mettre le couvercle sur la casserole. Les politiques, souvent par peur de perdre des voix ou des sièges, ont fermé les yeux sur des réalités qui aujourd'hui nous explosent littéralement, à la figure. Comme cette trop grande concentration d'une même ethnicité/religion dans certaines communes qui a fait de ces fameux « Molenbeek » belges, ou européens, des ghettos, des terrains djihadistes, au vu et parfois au su de toute une rue, une communauté, sans être dénoncés.

La libre ensemble...

A petit espace, petite solution ? Pour gérer ce problème de « la Belgique, on y trouve de tout mais il n'y a pas beaucoup de place », notre pays a développé un amour immodéré pour la répartition des « espèces » différentes qui l'habitent, de part et d'autre de limites, qu'elle a appelées « frontières ».

Celles-ci bordent généralement le pourtour d'un pays. Eh bien non, chez nous, on en a mis aussi à l'intérieur. Vous n'avez jamais rencontré de Flamands, ou presque jamais, ou juste quelques instants ? C'est normal, ils ne vivent pas dans le même espace que vous, les francophones. Et si vous les croisez au travail, c'est à durée limitée car le soir, à quelques exceptions près, vous faites chambre à part. Et comme ce système a si bien marché (!), on a décidé de l'appliquer à nouveau pour allouer l'espace cette fois entre les populations d'origine étrangère et de souche, entre les allochtones et les autochtones. Le canal est ainsi à Bruxelles, ce que la frontière linguistique est à la Belgique : une fracture culturelle, politique, identitaire. A une Namuroise qui venait d'emménager au nord de la capitale, côté Kockelberg, un habitant du

Vivre ensemble, la belle affaire ! Mais comment, quand l'Etat est faible, la complexité institutionnelle rédhibitoire, la volonté dans les deux camps défaillante et la connaissance de l'autre proche de zéro ?

sud, côté Uccle, n'avait-il pas confié un soir qu'il la reconduisait chez elle : « Moi, quand je passe le canal, je me sens mal. »

Et voilà donc le libre ensemble et non le vivre-ensemble, comme le qualifie l'artiste Sam Touzani : on ne vit pas avec l'autre, mais à côté de lui. C'est la racine de notre mal. L'enjeu : retisser du lien, écouter l'autre, le comprendre. Oui mais où ? Et quand ? Pour le philosophe français Rachid Benzine, nous n'avons pas le choix : « C'est l'affaire de toute une société. Soit on résiste ensemble, soit on va créer tous ensemble. » Une perspective qui aujourd'hui n'a plus rien de virtuel, mais exhorte à la prise de conscience et de décisions rapides. Or, comme expliquait l'expert professeur de la VUB Bilal Benyach au Morgen, « les dirigeants manquent de ce sens de l'urgence, surtout à Bruxelles mais aussi en Flandre. On parle de radicalisation, on nous répond combattants en Syrie. Mais ces combattants sont seulement le symptôme d'un malaise bien plus profond : l'islam politique qui s'enracine en Flandre et en Belgique. Et en même temps, les forces d'extrême droite se remettent à augmenter. Ces deux extrémismes se renforcent et se contaminent, et font obstacle à une vie en commun relativement harmonieuse. Si nous voulons évoluer vers une société politique où la citoyenneté vaut aussi bien pour les autochtones que les allochtones, nous devons mettre sous contrôle aussi bien l'islam politique que l'extrême droite. Nous ne pouvons plus longtemps sous-estimer tous ces jeunes qui circulent avec leurs théories du complot et des idées sur leur propre supériorité. Cela concerne des dizaines de milliers de jeunes belges que nous sommes en train de perdre, pas 500 combattants en Syrie. »

Les solutions de fond ? Elles riment avec l'investissement dans le facteur humain : enseignement, culture, bien-être, emploi. Par l'organisation des lieux de rencontre culturelle et sociale : il faut recréer du « village d'antan » dans nos modes de vie. Comme le dit Vincent de Coorebyter, il faut aussi créer des références partagées : « Un référentiel commun doit être bâti en commun, et pas au mépris de l'égalité et de la liberté qu'il ne faut pas renoncer à rendre universels. » Nos interlocuteurs musulmans le disent eux-mêmes, l'effort doit venir des deux côtés : « Les musulmans doivent monter de la loyauté envers la Belgique, partager les valeurs, il faut former des musulmans démocrates », nous dit l'imam de Gand, tandis que Rachid Benzine insiste sur la nécessité pour ces citoyens belges de faire

des critiques internes : « Si cette critique interne n'intervient pas, l'islamophobie va encore augmenter beaucoup plus. » Le rôle des « modèles » est fondamental. Il n'y a jamais eu autant de ces nouveaux belges professeurs, artistes, entrepreneurs, sportifs - les « Diwan » l'ont encore montré -, « ils sont un tampon nécessaire pour tenir les extrémistes dans la marge, ce sont les bâtisseurs de ponts qui fournissent de l'espoir, qui disent que l'intégration n'a pas échoué », remarque Bilal Benyach. Ce diplomate, fils de mineur marocain, en sait quelque chose.

Mais de l'autre « côté », que fait-on pour construire cette confiance indispensable à tout vivre ensemble ? Qui sait quelque chose de l'islam, qui sait quelque chose de la civilisation arabe, ou chinoise, ou indienne ? Le chanteur Moustà Largo avait dit un jour très justement : « En Europe on a arrêté les Arabes à Poitiers, dans les livres d'histoire à l'école aussi. »

Pour que tout cela devienne réalité, on peut compter sur les volontés citoyennes, artistiques, mais il faut un pilote dans l'avion. Et, ça, c'est la grande faiblesse belge, depuis longtemps. Le pilote

- l'Etat - a été longtemps aveugle à l'enjeu, il est de plus faible mais surtout multiple. Tous nos interlocuteurs le disent : la complexité institutionnelle, le mille-feuille régional/communal/fédéral/ etc. nuit à l'efficacité et la cohérence des politiques d'intégration et à la création d'une identité citoyenne commune. On ne résiste pas à ce rap-

pel : en matière de prévention du radicalisme, les responsables communaux bruxellois peuvent pêcher parmi 48 dispositifs, initiés par six niveaux de pouvoir définis dans 19 textes cadres. A Bruxelles toujours, Flamands et francophones se sont assis sur la bombe sociale des jeunes de Molenbeek, Schaerbeek, Forest etc. et cela bien avant que certains virent « djihadistes ». Normal, l'enjeu politique n'était pas ces jeunes mais, pour les Flamands, il s'agissait d'affaiblir Bruxelles et pour les francophones de ne pas céder de pouvoir au nord.

C'est à ces mêmes hommes politiques qu'il revient de faire l'essentiel : élaborer un nouveau récit qui enchante : vivre ensemble pour qui, pour quoi ? Daesh fournit une réponse à certains jeunes Belges, il est urgent de leur proposer la nôtre, basée sur une identité inclusive, du travail. Des passions joyeuses, comme dit joliment le philosophe Edouard Delruelle. ■

BEATRICE DELVAUX,
Éditorialiste au chef

« En Europe
on a arrêté
les Arabes
à Poitiers,
dans les livres
d'histoire à
l'école aussi »

MOUSTA LARGO, CHANTEUR

« Préservons les subtilités de notre bordel joyeux »

ENTRETIEN

François Schuiten a appris à rêver dans la ville où il est né, à Bruxelles. Il a bâti l'univers de bande dessinée de ses Cités obscures dans son atelier de Schaerbeek. La ville est la muse de ses éblouissements, de ses architectures, de ses utopies. Elle habite son œuvre. L'artiste est en souffrance dès qu'elle saigne, qu'on la délaisse, qu'on la montre du doigt. Il défend son visage mérité contre les coups portés par les terroristes. Dans son dessin publié en Une de notre sup-

plément *Vivre ensemble*, l'Atomium se dresse au carrefour de l'Europe et du monde comme une parabole de la multiculturalité. La miniature de la tour Eiffel prend la dimension d'un clin d'œil tragique à la communauté de destin entre Paris et Bruxelles. L'image symbolique de l'auteur porte, en creux, les défis à relever par la ville terrassée.

Comment avez-vous réagi aux attentats terroristes du 22 mars ?

De voir Bruxelles dans cet état de catastrophe m'a fait énormément de peine. Il y avait d'abord eu le "black-out", dont on ne dira jamais assez à quel point il avait déjà rendu la vie de la cité extrêmement difficile. Les conséquences de ces événements sont très préjudiciables au vivre-ensemble mais aussi à l'image et à l'économie de la ville. Les Bruxellois étaient conscients de la menace terroriste, mais personne n'est jamais préparé à une telle horreur. Ces attentats d'une gravité inimaginable visent à remettre en cause notre mode de vie. Bruxelles était déjà une ville martyrisée, délaissée par le pouvoir politique, sous-financée. Au lendemain de ce 22 mars, je me suis demandé si elle n'était pas maudite.

Après ce terrible drame, la population ne s'est pas rassemblée dans la rue, au contraire de ce que l'on a vu à Paris. Pourquoi ?

Bruxelles a un problème d'identité. Sa grande force, c'est sa mixité sociale et culturelle. Ce n'est pas seulement la capitale de l'Europe, c'est comme le point de rencontre de toutes les plaques tectoniques du monde, un corps à l'identité mouvante. Mais pa-

radoxalement, c'est aussi la raison de sa fragilité. Elle n'appartient plus à personne. La fragmentation de la population la rend complexe à appréhender et elle n'est pas toujours défendue comme elle le mériterait.

Le traumatisme de ce qui s'est passé à l'aéroport et dans le métro va affecter durablement la vie des Bruxellois ?

Au moment des attentats de Paris contre le Bataclan, j'étais à Paris. A Bruxelles, j'habite Schaerbeek, à quelques rues à peine de la maison qui a abrité les terroristes avant qu'ils ne passent à l'acte. On croyait que ce qui passait en Syrie était une guerre lointaine. Tout le monde a compris aujourd'hui que nous sommes forcés de vivre dans une proximité troublante avec ce conflit. A Bruxelles, on en a une conscience d'autant plus grande que la population est très mélangée au cœur même de la capitale. Jusqu'ici, la cohabitation ne se passait pas si mal. La ville a montré une grande capacité d'intégration. Personne n'a été rejeté en périphérie et c'est aussi l'une des raisons, hélas ! qui explique qu'il est plus facile pour les terroristes de se fondre dans les

quartiers pour y concevoir des actes terrifiants. La beauté du projet d'intégration bruxellois et sa complexité se retournent ainsi contre la ville. Notre hazar politique a aussi dilué les responsabilités et facilité l'entreprise terroriste... Là, on est au bout des contradictions du système belge. Il faut remettre de la logique mais je ne suis pas capable de vous dire comment.

Vous êtes inquiet pour l'avenir de Bruxelles ?

Ma crainte avec le gouvernement actuel, teinté d'une forte présence nationaliste, c'est de voir remettre en cause la multiculturalité de Bruxelles, qu'on ne saisisse pas les différences de la capitale par rapport à d'autres villes plus homogènes dans leur population. Je pense qu'il faut réinventer le monde en acceptant de vivre dans un environnement moins sûr. Il ne faudra pas se contenter de réponses rapides et superficielles aux problèmes de terrorisme. On doit éviter les réactions simplistes à la peur. Ma profonde conviction est qu'il faut miser sur le pouvoir de la culture. Elle peut nous aider à comprendre d'où l'on vient, qui nous sommes, pour mieux se re-

construire. C'est la première arme contre la folie terroriste. Evitons le réflexe pavlovien du repli ! Ne sacrifions rien de nos libertés ni de nos convictions pour une chimère sécuritaire. Il faut utiliser ces événements traumatisants pour muter vers quelque chose de positif.

Vivre ensemble à Bruxelles, c'est plus

difficile depuis mardi ?

Sortons de la fascination mortifère pour parler de ce qui naît, plutôt que de ce qui meurt. Il faut redonner du désir et du plaisir de vivre. Soyons audacieux, novateurs, utopistes ! Ne laissons pas le vide s'installer. Le vivre-ensemble, ça commence dans sa rue, dans son quartier, dans une relation intime et forte avec ceux qui nous entourent. Dans cet esprit, il est essentiel de favoriser les projets hyper-locaux pour soutenir l'émergence de la compréhension entre les citoyens et le respect de la diversité des cultures. Le vivre-ensemble passe par des lieux de rencontre, de partage, de communication physique. Bruxelles est la ville laboratoire de l'Europe de demain. C'est un lieu unique d'innovation et d'expérimentation culturelle.

Sus au « Brussels bashing » alors ?

Il ne faut pas focaliser les problèmes sur une victime expiatoire comme on le fait avec Molenbeek. Pour moi, Molenbeek fait la fierté de Bruxelles par la mixité de sa population. Je ne suis pas dans l'angélisme en disant ça. Je refuse simplement de stigmatiser. Je n'aime pas la politique des images et des phrases chocs. Elles servent à nous rassurer en nous faisant croire que le mal est ailleurs : qu'il se concentrerait à Molenbeek. Les difficultés du monde ne peuvent plus être isolées. Des shows politiques à la Donald Trump, qui traite Bruxelles de désastre, ça ne peut pas aider à la résolution des problèmes. D'accord, on a sans doute sous-estimé l'influence de l'Arabie saoudite sur la radicalisation des jeunes musulmans à travers le financement des mosquées en Belgique. Mais attention aux slogans et aux recettes qui pourraient faire plus de mal que de bien. Ne touchons pas à nos valeurs de tolérance. Préservons les subtilités de notre bordel joyeux mais en l'améliorant pour qu'il puisse mieux fonctionner. ■

Propos recueillis par
DANIEL COUVREUR

François Schuiten

Né en 1956, le Belge François Schuiten est auteur de BD et scénographe belge. Il a notamment créé les Cités obscures avec Benoît Peeters et imaginé le Pavillon des Utopies de l'Expo universelle d'Hanovre en 2000.

« Allons boire des coups et parlons aux gens »

Bouli Lanners

Visage (re)connu du cinéma belge, l'homme change souvent de casquette : un jour comédien, puis scénariste, metteur en scène et enfin réalisateur. Il est né le 20 mai 1965 dans la région de Liège et s'est fait connaître dans « Eldorado », « Les géants » ou encore « Les premiers, les derniers ».

Le comédien et réalisateur belge était de retour en Belgique et dans un Thalys ce mardi « au moment où ça péta à Bruxelles ».

Dans quel état d'esprit vous êtes-vous réveillé mercredi matin ? Avec la gueule de bois ?

La vraie gueule de bois, il n'y a pas d'autre mot. Et puis, comme ma filleule était dans la rame de métro qui a explosé, il a fallu prévenir et rassurer les proches et surtout savoir où elle en était cliniquement. Et rapporter la chose aux personnes concernées. Ensuite, je me suis effondré même si elle est aujourd'hui hors de danger.

Comme l'ensemble de la population, vous n'étiez pas sans savoir que des attentats sur le sol belge nous pendaient au nez. Comment vivez-vous cette différence entre le savoir et le vivre ?

Savoir qu'il y avait des connexions en Belgique nous faisait prendre conscience que ça allait arriver. On a beau savoir qu'on s'attendait à recevoir une claque, quand elle arrive, elle fait vraiment mal.

Au jour d'aujourd'hui, dans quelle Belgique souhaitez-vous vivre ?

Même si c'est con à dire, je souhaite vivre dans une Belgique d'amour. Plus que dans une Belgique de haine. On a besoin de s'aimer. La Belgique a besoin

de se reconstruire, il faut que le pouvoir politique redonne confiance aux gens. On a besoin de cohésion mais quand il y a des problèmes de communication, ça me gêne un peu.

Il faut garder en tête que ce sont juste quelques abrutis sujets à la petite truanderie qui s'accaparent une espèce d'idéologie qui leur donne une légitimité à faire ce qu'ils faisaient déjà mais en pire. Ce n'est pas représentatif d'une communauté ou d'une religion. Évitions les amalgames. C'est le moment d'être solidaire et ensemble.

Les cinéastes, musiciens, peintres ou écrivains se nourrissent du quotidien et de l'époque dans laquelle ils vivent. Ces temps troubles sont-ils un terreau favorable pour les artistes ?

Mes films parlent déjà de cette société qui fout le camp et de gens qui se racrochent les uns aux autres pour reconstruire un noyau humain et s'en sortir. J'ai l'impression que ce sera le cas dans mon prochain long-métrage, il y aura cette thématique-là mais à travers quelque chose de plus proche de la comédie. On a besoin de se sentir en vie et de l'exprimer. Résistons, marchons dans les rues, allons boire des coups et parlons aux gens.

Cette notion du vivre-ensemble est-elle encore un concept utopique et naïf ?

Nous ne sommes que dans un sursaut de l'histoire. Nous, on a été des enfants gâtés. Notre référence, c'est ça. Mais le vivre-ensemble, c'est le but ultime de l'homme. Évidemment qu'il faut continuer. J'ai l'impression qu'on est revenu dans une normalité qui fait partie de l'histoire de l'humanité. L'histoire de l'homme est violente du début à la fin. Il faut essayer de retirer ce qu'il y a de meilleur dans l'homme tout en sachant que ce qu'il y a de pire dans l'homme peut nous tomber dessus à tout moment.

Est-ce que vous vous sentez encore plus belge depuis ce mardi ?

Étrangement oui. J'ai pleuré. J'ai senti que je faisais partie d'une douleur collective. Qui m'appartient. C'est très bizarre, ce sentiment de nationalité dans la douleur. ■

Propos recueillis par
PHILIPPE MANCHE

Alain Berenboom

Romancier, chroniqueur au « Soir », Alain Berenboom est un avocat spécialiste des droits intellectuels et des médias. Son roman « Monsieur Optimiste » (Genèse Édition), Prix Rossel 2013, a été adapté au théâtre.

Après l'explosion, le pire est le silence. Le silence, c'est le néant. Il faut refuser le silence, ne pas le laisser comme dans un linceul. Pas d'invectiver, d'asséner, de sermonner. Non. Mettons-nous à chuchoter, susurrer, gazouiller, caresser, et rire. Surtout rire. Le rire est le propre de l'homme. De l'homme civilisé. L'antidote de la barbarie. Rester debout, droit, face au vandale et ne se plier que pour rire.

« Je jouissais de ce rire comme un chien à qui l'on a donné des coups mais qui reçoit maintenant des caresses » (Joyce Carol Oates), ce qui n'est pas sans rappeler « Je me hâte de rire de tout de peur d'être obligé d'en pleurer » (Beaumarchais).

Du bruit comme s'il en pleuvait, s'il vous plaît ! Il faut chanter, se parler, dans toutes les langues de la terre, parler avec les mains et les yeux, se faire du pied (mais doucement, j'ai de nouvelles chaussures !). Mais il faut arrêter de parler de mort, de deuil. Le deuil sied à Electre, pas à Manneken-Pis !

Vous allez voir de quoi on est capable, en Belgique, quand on nous bouscule. On va même cesser de se disputer – un court moment – et se parler entre nous, comme si on était enfin tous bilingues, multilingues et cosmo-

politiques et qu'on avait des choses à se dire et surtout à accepter d'entendre. On va débattre ce qui signifie que, pour une fois, on va se mettre à écouter les autres. Bon, après, bien sûr, on reprendra nos habitudes comme un cheval finit toujours par retourner à son écurie même si son maître le maltraite. Mais, autant profiter de ce court moment sans obscénités, sans diktats, sans injures. Un entracte où on n'entendra plus des politiciens qui n'ont rien com-

pris à la démocratie nous asséner leurs petites phrases mortifères genre « *Mon cœur saigne* » ou « *Je pense qu'il n'y a pas de minorité francophone en Flandre, il y a des immigrants qui doivent s'adapter. On demande cela à des Marocains, des Turcs. On ne leur dit pas : "Vous êtes nombreux, donc l'arabe va devenir une langue officielle."* » On oubliera aussi « *Quand les dégoûtés s'en vont, restent les dégoûtants* ». Les auteurs de ces « bons mots » sont un Wallon, un Flamand, un Bruxellois.

Je vous parie qu'on va dialoguer, échanger des mots, des feintes, des vannes, réagir par des sourires. On va se sentir complices, se rendre compte que, on avait failli l'oublier, on est drôlement proches les uns des autres, on aime la même confiture, on partage la même mayonnaise sur les frites, on a la même opinion du Standard, les mêmes préjugés à l'égard du fisc, des flics et des fonctionnaires. La même ironie vis-à-vis des Français et des Hollandais. Et de nous-mêmes. La preuve que nous ne sommes pas seulement un pays ; nous sommes aussi une nation. Pas seulement dans la dérision. Mais aussi dans le dérisoire. ■

ALAIN BERENBOOM

www.berenboom.com

« Maintenant, nous avons besoin de bruit, de musique, de paroles. Du doux murmure des baisers, des mots d'amour, du froissement coquin des tissus »

« Arrêtons de fermer les yeux »

Brahim Laytouss

Né en 1971 dans le Nord du Maroc, Brahim Laytouss est imam à Gand et chercheur pour l'université d'Anvers. Il travaille avec l'« Instituut voor Marokkaanse en Mediterraane studies » (IMaMs) sur la question de la radicalisation.

ENTRETIEN

En Flandre, c'est presque une star médiatique. L'évêque d'Anvers, Johan Bonny, version musulmane. Brahim Laytouss, imam de Gand, qui revendique un discours progressiste et sans tabous est devenu un interlocuteur privilégié de nos confrères du nord du pays.

Le « vivre-ensemble » en Belgique, qu'est-ce que ça vous évoque aujourd'hui ?

La Belgique est un petit pays, mais on y trouve de tout... et il n'y a pas beaucoup de place ! (rires) Dans certaines grandes villes, comme Bruxelles ou Anvers, on observe quand même des quartiers dans lesquels il existe une très haute concentration d'une même ethnicité – pour ne pas dire religion – sur un espace très restreint. Je ne veux pas polariser les choses : j'ai des amis à Schaerbeek, à Molenbeek, et ce sont des endroits où je me sens très bien. Mais il faut dire la vérité : il y a un très gros travail à faire sur le terrain, sinon on risque de continuer à fermer les yeux longtemps. Ce travail doit passer par les politiques, qui ont trop souvent encore peur de perdre des voix et des sièges. Il faut ensuite davantage de complémentarité entre le monde associatif, la ville ou la commune, et la population musulmane, y compris ses mosquées. Il y a clairement des fautes

de notre côté : si vous voyez quelque chose de suspect, vous ne pouvez pas rester passif ! Certains jeunes ne parlent pas, même s'ils savent que leurs amis sont dans le banditisme, parce qu'ils sont des « leurs ». On a développé une société close, fermée. Et si vous n'êtes pas un des leurs, même en tant que musulman, vous n'y êtes pas le bienvenu. C'est le moment d'investir davantage dans des gens de terrain. Mais pour cela il faut une vraie volon-

té : celle de travailler avec les musulmans.

Le vivre-ensemble de demain passe par une implication plus importante de la communauté musulmane...

Oui. Quand on parle de citoyenneté belge, cela ne se résume pas uniquement à la nationalité. La communauté musulmane doit aussi exprimer une certaine loyauté par rapport à la Belgique, partager, contribuer à cette société du vivre-ensemble. On pourrait organiser des tables rondes, des projets pilotes, réfléchir aussi à la façon dont les théologiens, les imams pourraient apporter une plus-value à la société.

La citoyenneté belge, ce sont aussi des valeurs. Elles ne sont pas toutes partagées ?

Le problème n'est pas qu'on ne connaisse pas les valeurs. Si vous posez la question aux gens en rue, ils vous répondront tous qu'ils sont pour la démocratie, qu'ils veulent l'égalité, le respect, etc. Mais dans la pratique... Comment intégrer ces valeurs sur le terrain ? Comment former un musulman démocrate ? Les programmes manquent dans les mosquées, dans les écoles. Nous avons besoin de plus d'ex-

pertise. La culture des pays d'origine joue encore un trop grand rôle. Et on se fie toujours à une jurisprudence islamique issue de livres traditionnels ou venus de l'étranger. Ce qui ne donne pas du tout de réponses au contexte belge ! Prenez la musique : certains jeunes disent que c'est "haram" (interdit). Mais ils ne trouvent rien ici pour dire le contraire ! Il faut leur donner des outils, des instruments, pour mieux décrypter les textes dans notre société moderne. On a reconnu l'islam en Belgique il y a 42 ans. Depuis lors, différentes institutions ont été mises en place, mais elles ne font pas leur travail ! Il faut en changer totalement la structure !

Vous y croyez à ce vivre-ensemble de demain, dans lequel s'impliqueraient plus les musulmans ?

C'est une responsabilité partagée. Si on commence maintenant, on en verra peut-être les fruits dans trois ou quatre ans. Je crois dans la possibilité de changer quelque chose : tout le monde sait qu'il ne faut pas perdre de

temps. Mais il faut se mobiliser maintenant et que ceux qui ne veulent pas changer, au sein de la communauté musulmane, le disent et arrêtent l'hypocrisie... ■

Propos recueillis par
ELODIE BLOGIE

« Sortir du conflit entre laïcité dure et multiculturalisme »

Edouard Delruelle

Professeur de philosophie et ancien directeur adjoint du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme, cet homme de 53 ans est notamment engagé dans le combat pour le dialogue interculturel.

ENTRETI

Pour Edouard Delruelle, les attentats de mardi ne relèvent pas spécifiquement d'un problème de défaillance du vivre-ensemble, mais de criminalité.

Est-ce que l'attentat de mardi pose selon vous la question du vivre-ensemble ?

Je ne suis pas du tout sûr que derrière l'acte terroriste de mardi, il y ait un problème de vivre-ensemble. Lorsqu'est survenue l'affaire Dutroux ou lorsque survient un fait de grand banditisme, on ne se pose pas je crois la question du vivre-ensemble. On se pose des questions sur la criminalité, sur la délinquance, sur le rapport entre folie et crimes, on pointe d'éventuels dysfonctionnements. L'acte terroriste n'est pas selon moi une défaite du vivre-ensemble. Les jeunes qui se font exploser, comme le disent une série de spécialistes de la radicalisation, ne sont pas des musulmans qui se radicalisent, ce sont des gens déjà en complet décrochage, en complète radicalité qui s'islamisent. Cela dit, je ne dis pas qu'en Belgique, il n'y a pas des problèmes et que les attentats de mardi ne vont pas avoir des répercussions sur le vivre-ensemble. Ce qu'il faut d'ailleurs éviter, c'est de tomber dans le piège de Daesh et de faire de la communauté musulmane en quelque sorte un ennemi de l'intérieur. Comme si la fracture passait

entre « nous », les chrétiens, les catho laïcs, les Occidentaux et « eux », les musulmans, les arabo-musulmans, les Orientaux. Je ne veux pas que la Belgique soit le théâtre d'un prétendu choc des civilisations qui n'existe pas, selon moi. Sauf à force de l'entretenir.

Au lendemain de ces attentats, qu'attendez-vous du politique ?

Il faudrait essayer de sortir de l'opposition qui a dominé au cours des 25 dernières années entre, d'une part, les tenants d'une laïcité dure, radicale et, de l'autre, les partisans d'un multiculturalisme. On voit aujourd'hui les limites de l'opposition et surtout les limites de chaque camp.

On voit une laïcité qui est aujourd'hui de plus en plus instrumentalisée à des fins sécuritaires et identitaires. Ou bien une laïcité qui sous-estime le poids des inégalités, des discriminations, des humiliations que subissent les populations immigrées. Et de l'autre côté, on a un multiculturalisme qui est, je pense, aveugle aux pressions, aux rapports de force, de domination internes à la communauté musulmane et ne voit pas tous les problèmes qui se posent en matière de droit des femmes ou par rapport aux homosexuels par exemple. Il faudrait

donc dépasser cette opposition. Dans la laïcité, ce qui est intéressant, c'est l'affirmation de normes. Je suis par exemple partisan de l'interdiction de signes religieux dans la fonction publique ou à l'école publique. Mais, à côté de ces normes, il faut des politiques anti-discrimination, d'égalité ou des politiques qui favorisent la reconnaissance d'un islam de Belgique redéployé. Pour moi, les deux ne sont pas contradictoires, les deux sont à faire. Il faut à la fois donner aux populations immigrées une place qu'elles n'ont pas dans la société aujourd'hui et réaffirmer les principes de la laïcité.

Est-ce que ce genre d'attentats peut servir de sursaut, peut permettre une prise de conscience ?

Non, je crains que des événements comme ceux-ci provoquent davantage un emballement. Je ne crois pas, hélas, au sursaut. Ceux qui défendent des politiques ouvertes, démocratiques vont avoir beaucoup de travail au cours des prochains mois. D'autant que des attentats, il risque d'y en avoir encore. ■

Propos recueillis par
MATHIEU COLINET

« Il faut rassurer la population bruxelloise sur sa diversité »

ENTRETIEN

Andrea Rea travaille de longue date sur le vivre-ensemble et connaît extrêmement bien les quartiers bruxellois.

Comment vivre ensemble, en Belgique, après les attentats ?

Le plus important, c'est précisément d'imaginer quelque chose pour qu'on puisse encore vivre ensemble. Il y a une atmosphère de peur, qu'il faut complètement renverser pour vivre ensemble.

C'est le rôle des pouvoirs publics ?

dans la tête, le reste viendra après. Et nous, académiques, avons un rôle à jouer. Si on n'entend que Finkielkraut, c'est que, nous, on ne nous entend pas. Nous devons analyser les faits, les décrypter, nous exprimer, publier des cartes blanches, c'est très important.

Vous pouvez notamment aider à comprendre comment on a pu en arriver là... On a tous sous-estimé l'émergence du terreau qui se constituait, la dérive terroriste d'un certain nombre de personnes. Si ce réseau est ce qu'on pense,

qui ressemble à ce qu'on est : l'Europe du XXI^e siècle. Il faut soutenir le nouveau président de l'Exécutif des musulmans, et tous ceux qui portent cette parole au sein des communautés.

Au fond, n'a-t-on pas vécu sur l'illusion que notre modèle de vivre-ensemble fonctionnait ?

On dresse en fait les mêmes constats de-

puis trente ans. En 2001, j'avais expliqué que notre politique d'intégration était comme une injonction paradoxale.

On disait aux jeunes immigrés : on vous accepte, on s'occupe de vous mais on préférerait que vous ne soyez pas là. C'est précisément cette injonction paradoxale qu'il va falloir dépasser si on veut vivre ensemble.

Que faut-il faire, pour cela ?

Il va d'abord falloir re-réfléchir à la question de la diversité, pour éviter les ghettos. Est-ce qu'il y a des ghettos à

c'est la communauté européenne. Le problème n'est donc pas une question de spatialité mais de construction d'un entre-soi. On vit avec des gens avec lesquels on a des caractéristiques communes : obédience religieuse, origine géographique, classe sociale. La question est donc moins celle de la fragmentation économique entre les Occidentaux et les non-Occidentaux, que le fait qu'il y a peu de points de rencontre.

Où faut-il en créer ?

D'abord et avant tout à l'école. Tout le monde doit organiser des contacts entre les cultures, pour montrer qu'il y a une identité urbaine bruxelloise, qu'elle existe et qu'elle se décline de façon différente.

D'autres vecteurs de mixité sociale à décliner ?

Oui, au niveau des politiques d'emploi. On dit que le chômage baisse mais on voit que le nombre de personnes inscrites au CPAS augmente, il y a donc là clairement un effet vase communi-cants. Il faut que l'autonomie sociale et financière des jeunes devienne vrai-

tion urbaine. Les contrats de quartier, à Bruxelles, ont eu un effet positif, ils ont permis de refaire des rues et des quartiers. Mais il va falloir augmenter la mixité urbaine. Tout en étant attentif à ce que la gentrification ne repousse pas les pauvres sans cesse plus loin. Ce n'est pas simple parce que, sur cette problématique, les facteurs extérieurs sont beaucoup plus puissants : sur le plan immobilier, les Européens ont des revenus qui leur permettent d'acheter facilement des biens, d'autant que les prix sont moins élevés, chez nous, que dans

cela va à l'encontre de la lasagne institutionnelle, de la séparation entre francophones et néerlandophones. Exemple : il y a des projets qui doivent passer par la culture, par des actions interculturelles, qui doivent être beaucoup plus institutionnalisées qu'aujourd'hui, c'est-à-dire soutenues par les pouvoirs publics. On parle toujours de la Zinneke Parade mais on peut en faire plein des projets comme ceux-là. Sauf qu'à Bruxelles, pour la culture, c'est compliqué. La réalité institutionnelle a été construite sur le compromis belge. Mais,

pas les meilleurs pour développer Bruxelles conformément à ce qu'elle est vraiment, une ville de 1,2 million d'habitants, ni pour gérer des politiques comme la culture ou l'enseignement. Il faut aller vers quelque chose de plus régional.

Les attentats ne risquent-ils pas d'exacerber tous les maux bruxellois ?

J'ai plus peur des pressions qui viennent de l'extérieur de la Belgique que des pressions intérieures. ■

Propos recueillis par

La liberté, socle du vivre-ensemble

Jean-Paul Marthoz

Chroniqueur au « Soir », il est journaliste et essayiste. Il milite pour les droits humains, hier au sein de Human Rights Watch, aujourd'hui comme correspondant en Europe du Comité to Protect Journalists.

Nulle œuvre ne se féconde sous le jour. Nul avenir ne se forge sous l'interdit. Andree Chedid est poétesse, libanaise, et c'est sans doute dans son constat effaré d'une société calcifiée dans ses communautés de foi, dans ses « identités meurtrières », comme le dirait son illustre compatriote Amin Maalouf, qu'elle a trouvé le souffle émouvant du poème dédié en 1993 à Salman Rushdie.

Face au terrorisme, la tentation est grande de sacrifier des valeurs essentielles pour, très légitimement, se protéger. Le risque rôde aussi de remettre la liberté de l'esprit dans la sphère privée, « pour ne pas provoquer », jusqu'à se résigner à une co-existence des communautés où l'on se côtoie sans vraiment échanger, où l'on se salue sans vraiment se parler.

Alors que les autres extrémistes, ceux du « camp d'en face », populistes, frontistes, pégiistes, appellent à la haine et à l'exclusion, la démocratie, plus que jamais, se définit par l'ouverture, le dialogue, la solidarité, la reconnaissance de la réalité de sociétés de plus en plus diverses et globalisées. Tous unis, oui, sans aucun doute. Mais dans la démocratie, « le pire des sys-

tèmes, à l'exception de tous les autres », comme disait Churchill. Tous unis dans la liberté, c'est-à-dire dans le vrai respect de l'autre, dans la reconnais-

sance de son intelligence et de son autonomie. En rupture avec la « Sainte Alliance » de clergés empressés de rognier le droit de tous de contester leurs textes sacrés. Contre les gardiens de la doctrine de la foi qui voudraient conditionner leur « tolérance » à l'égard des autres à leur droit exclusif d'imposer leurs intolérances au sein de leur communauté.

Ce vivre-ensemble s'enrichit du droit à la dissidence au sein de la société, mais aussi au sein de chaque communauté. Il implique le « droit de passage », la liberté de traverser les lignes, de changer de camp, de penser à contre-courant, de déferquer, de blasphémer. Une société se condamne, en effet, si elle n'est qu'un archipel d'îlots communautaires reliés par des ponts « checkpoints », gardés par les traqueurs d'apostatés ou d'hérétiques.

« Dire la vérité, même si ça fait mal »

Cette « convivence » ne peut pas se construire non plus sur le silence, la complaisance, l'esquive des questions qui dérangent. Si elle est évidemment meurtrie par les discours d'incitation à la haine, elle est aussi menacée par la peur d'une parole qui « heurte, choque ou inquiète ». Pour fonder ce vivre-ensemble sur des bases solides, il faut s'engager « radicalement » dans l'analyse des enjeux de nos sociétés. Il faut oser aller « à la racine des choses », remettre en cause les équations convenues, « dire la vérité, même si ça fait

mal, surtout si ça fait mal », comme le disait si bien Hubert Beuve-Méry, fondateur du journal *Le Monde*.

Dire la vérité sur les fondamentalismes, en particulier au sein de l'islam, mais pas seulement, qui dégradent la foi. Dire la vérité sur notre « modernité », sur la marchandisation grotesque du monde qui polarise et insécurise toutes les sociétés. Dire la vérité sur les raidissements et replis volontaires au sein des communautés, mais aussi sur des politiques d'intégration bien intentionnées qui, note amèrement Kenan Malik dans un texte majeur de *Foreign Affairs*, « ont contribué à fracturer la société et à enraceriner des visions plus étroites de l'appartenance et de l'identité ».

Cette radicalité de l'analyse a pour compagne la modération politique, qui est la reconnaissance du coût humain des « solutions » simplistes. La construction d'une société où « il fait bon vivre » ne viendra pas de la reconstitution d'un passé islamiste ou « de souche » largement fantasmé, mais sur l'affirmation, plus que jamais, « de la liberté, de l'égalité et de la fraternité ». « Nulle cause ne s'honore de la menace. Nul Dieu de vie ne s'accorde droit de mort. Nul cri de mort n'en corde l'homme de vie », écrivait encore Andree Chedid.

Cette exigence de liberté est le socle essentiel d'une société avancée, qui fonde sa cohésion sur l'intelligence et le débat au lieu de s'arc-bouter sur des doctrines anonées ou des silences imposés. Oui, vivre ensemble, grâce à nos différences, grâce à nos différends. La liberté, sinon rien. ■

JEAN-PAUL MARTHOZ

« Créer des rencontres improbables ! »

Pierre Pirard

En 2007, à 47 ans, il change de monde: le patron devient enseignant. A Molenbeek. Une expérience qu'il relate dans un livre « Vous n'êtes pas des élèves de merde ». En 2013, il fonde avec d'autres l'ASBL « Teach for Belgium » qui forme les profs à enseigner en milieu scolaire défavorisé.

Les communautés ne se rencontrent pas. Chacun reste dans son environnement et on fait semblant de ne pas se voir. Il faut créer des rencontres improbables ! On a entendu et on continuera à entendre beaucoup de poncifs, de généralités et de vœux pieux sur le « vivre ensemble ». Reste que Pierre Pirard, lui, sait de quoi il parle. Il a mis en pratique. Eprouvé la réalité, le terrain. Celui de Molenbeek, et de ses écoles dites à « encadrement différencié ». En 2007, il décide de changer de vie professionnelle. Radicalement. Sa situation est pourtant confortable. Chef d'entreprise confirmé passé par plusieurs boîtes et multinationales, il peut envisager l'avenir comme un fleuve tranquille. Il préférera traverser le canal. « Je me suis demandé : est-ce que je vais continuer à gérer des valeurs financières ou tenter tout autre chose ? Je ne renie rien de cette carrière. Mais j'avais besoin de changer. L'enseignement me semblait être un défi passionnant. »

Il ne s'agit pas uniquement de changer de secteur. Mais d'être utile. D'agir là où les besoins sont importants. Le résident de Wezembeek, dans la banlieue cosse de Bruxelles, postule à l'Institut des Ursulines de Molenbeek. « Je voulais ren-

contrer une population que je ne connaissais pas et qui m'interpellaient, que je croisais dans le métro ou à la gare du Midi ou par médias interposés. Je voulais savoir qui sont en réalité ces jeunes qui vont faire le Bruxelles de demain ? Bien plus que le changement de métier, le gros choc de mon expérience a été la découverte de cette jeunesse fantastique. »

Pendant 5 ans, il enseigne l'économie au 2^e et 3^e cycle de l'enseignement technique et professionnel. « Des jeunes de 15

à 23 ans. Des Maghrébins, pour la plupart, des gens de l'est aussi, très peu de Belges "de souche". » Après quelques mois un peu chahutés - « pas plus que n'importe quel jeune prof », un climat de confiance s'installe. « Le respect mutuel est essentiel », confie-t-il. Maintenir la motivation, pas évident. « Il n'y a pas eu une semaine sans qu'un élève vienne me

dire : c'est bien beau vos encouragements monsieur, mais vous savez qu'on s'appelle Mohamed, qu'on vient de Molenbeek et qu'on est en professionnel, on va pas très loin... C'est très compliqué de répondre à cela. Il faut à la fois écouter, mais éviter de les victimiser. »

« L'enseignement est incroyablement inéquitable »

Pierre n'est pas naïf. La situation de ces jeunes est très complexe. Il partage son expérience sur un blog hébergé par le site internet du Soir, « Salle des profs » et publie un livre, *Vous n'êtes pas des élèves de merde* (Editions de l'Arbre, 2011). Il développe des outils pour adapter ses pratiques pédagogiques à son public. « L'enseignement belge est incroyablement inéquitable. La réussite dépend du niveau socio-économique. La moitié des écoles de Bruxelles sont à encadrement différencié, constate-t-il, tandis que les profs ne sont

pas formés spécifiquement pour cela. »

Il faut trouver des antidotes à ce mal belge, estime Pierre Pirard. En 2013, il crée donc l'association « Teach for Belgium ». Son objectif est d'attirer des jeunes universitaires vers l'enseignement, particulièrement les matières en pénurie : maths, sciences et néerlandais. « La qualité de l'école est une priorité. Or, enseigner n'attire plus, déplore-t-il. On démarque donc les universitaires et jeunes

diplômés et on leur dit : vous voulez avoir une démarche sociale ? Alors venez ! » Résultat, en deux ans, 51 enseignants formés et engagés dans 32 écoles. « Une goutte d'eau, sur 120.000 enseignants, mais un projet essentiel quand on sait que la moitié des écoles de Bruxelles sont en encadrement différencié ! C'est 25 % au total en Communauté française. On propose un complément à l'agrégation à travers notamment des modules spécifiques à l'encadrement différencié. Et le jeune enseignant bénéficie d'un tutorat de deux ans, un encadrement essentiel qui n'existe pourtant pas classiquement. » Ce projet pilote est reconnu par le ministère de l'Enseignement, mais fonctionne sur fonds privés. « On espère exister le moins longtemps possible, parce que l'administration aura repris notre mission ! », affirme-t-il.

Une démarche forgée dans une conviction : « Il faut booster les micro-expériences, les occasions de rencontres improbables qui permettent comme on l'a fait en créant le programme Mo(tenbeek)-Wo(luxee) de rencontre entre des jeunes futurs entrepreneurs des deux communes. C'était passionnant. Il faut davantage de projets qui permettent de créer les conditions d'un dialogue sur les sujets qui fâchent au départ de sujets qui rassemblent. » ■

CORENTIN DI PRIMA

« Une Belgique plus simple, moins bureaucratique »

Johan Leman

Directeur du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme de 1993 à 2003. Anthropologue, Johan Leman (69 ans) est aussi un père dominicain. Il habite Molenbeek où il est très actif dans le milieu associatif, notamment avec l'ASBL Foyer.

Mon rêve ? Une société où il y a beaucoup plus de compréhension entre les gens. Qu'on arrête de continuellement nous diviser entre nous », entame Johan Leman, ancien directeur du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme.

Très actif à Molenbeek, commune où il habite depuis longtemps, Johan Leman y a créé le Foyer, en 1969 (lors de la démolition du Quartier Nord), une ASBL active au niveau local, régional et international pour la diversité, l'interculturalité et la cohésion sociale. Elle a donné vie à de nombreux projets, dont certains sont devenus des projets autonomes.

« On a beaucoup trop institutionnalisé et bureaucratisé nos différences et notre diversité, poursuit Johan Leman. La Belgique s'est spécialisée là-dedans et tout ça coûte très cher. Cela rend les choses moins dynamiques. Je ne dis

pas qu'il faut retourner à la Belgique de papa, pas du tout, mais un peu de bon sens, quand même ! En tant qu'habitant de Bruxelles et de Molenbeek, il faut chaque fois passer par quatre, cinq instances différentes pour régler

les mêmes problèmes. Avec cette lourde bureaucratization, cela paralyse souvent les initiatives. Je rêve vraiment d'une organisation politique et institutionnelle plus simple et plus transparente. Les gens méritent ça, ils ne méritent pas toutes ces choses au-dessus d'eux qui amènent à plus d'aliénation et créent des distances. On parle beaucoup de proximité, mais tout cela fait qu'on crée de plus en plus de distances. »

« Un peu de bonne volonté »

Johan Leman rêve également de tolérance communautaire et linguistique. « J'espère encore toujours qu'on pourra retourner à une Belgique où tout le monde parle un peu les deux langues en plus de l'anglais. C'est ça qui fait notre richesse au niveau européen. Nous pouvons être un exemple pour l'Europe qui, elle aussi, est très compliquée, bureaucratique et très institutionnelle. Voilà notre vraie vocation. »

Des idées concrètes en ce sens ? « Les seuls qui ne se remettent jamais en question, ce sont tous ces gens des multiples institutions. Ils n'arrêtent pas de

dire aux autres qu'ils doivent faire des efforts pour se comprendre, qu'ils doivent collaborer, etc. Toutes des choses qu'eux sont incapables de faire entre eux. Je commencerais par ça, par simplifier les structures. Je ne vais pas

entrer dans le jeu politique en disant qu'il faut fusionner les communes ou les zones de police, mais quand je reçois des journalistes étrangers et que je dois commencer à leur expliquer comment fonctionnent Bruxelles et la Belgique, il faut voir la tête qu'ils tirent ! On pourra économiser beaucoup d'argent en simplifiant le cadre institutionnel. Et affecter ces moyens à l'enseignement, la culture et la cohésion sociale. Avec un peu de bonne volonté, c'est possible », explique Johan Leman.

Ce qui est plus facile à dire qu'à faire... « Au niveau de la vie associative, de la société civile, on a dépassé ce stade. C'est la politique qui ne suit pas, c'est un marché de l'emploi entre eux et qu'ils se financent eux-mêmes. Et pour le reste, il n'y a plus d'argent. A Bruxelles, pour des subsides, on nous balade entre des instances flamandes, francophones, communautaires communes. Personne ne nous écoute. Pour la déradicalisation, par exemple, il faut voir combien d'instances s'en occupent ! C'est stupide », conclut Johan Leman. ■

PHILIPPE DE BOECK

« Sortir de nos ghettos ! »

Sam Touzani

Né à Bruxelles en 1968, Sam Touzani est un comédien, metteur en scène, auteur, chorégraphe et présentateur de télévision belge d'origine marocaine berbère rifaine. Il est reconnu comme un incontournable représentant de la culture métissée de Belgique.

C'est un Sam Touzani « triste et en colère » qui s'exprime vendredi matin.

Comment vivre vraiment ensemble ?

Moi, j'ai la position de l'artiste qui questionne plutôt que d'apporter des réponses. Et vous savez, le vivre-ensemble, c'est un terme qui est à la fois très symbolique et utilisé à tort et à travers. Je préfère parler du libre-ensemble. En fait, à Bruxelles, on vit les uns à côté des autres plutôt que les uns avec les autres.

Comment changer cela ?

Il faut des lieux de rencontre. Il en existe quelques-uns mais il faut être outillé pour y aller. Et le gros problème, c'est qu'on regarde les gens selon leur religion, leur origine géographique, pas comme des citoyens. Or, notre bien commun, à tous, ce sont nos valeurs, celles qu'on partage dans un Etat de droit. Si on n'en parle pas, comment les mettre en application ? On prend le problème à la racine, pas à la racine. Ce qu'il faut faire, c'est amener tous les citoyens vers une citoyenneté plus responsable.

Par quels moyens ?

Cela ne se fera pas en deux ans. Cela passe par l'éducation. Par la culture. Mais, en Belgique, on n'a pas compris l'importance de la culture : c'est un peu mis sur le même pied que le folklore, comme les gilles de Binche qu'on ressort une fois par an. On ne mesure pas l'impact que la culture peut avoir sur nos modes de fonctionnement et nos prises de conscience. Et puis, on doit absolument sortir de nos clivages, ce qui est très difficile parce qu'on est l'un des pays les plus communautarisés au monde. On n'est pas fichus de s'entendre, entre Wallons, Bruxellois et Flamands, comment voulez-vous qu'on demande aux autres communautés de s'entendre ?

Cela prendra du temps, ce ne sera pas évident, dites-vous... Et d'ici là, on va continuer à vivre de plus en plus éloi-

gnés les uns des autres ?

Je vais vous expliquer notre problème, qui est celui de toute démocratie progressiste. D'un côté, on a les islamistes, les fascistes, les islamo-nazis qui font tout péter ; pendant longtemps, on a entendu certains partis de gauche qui nous disaient qu'il ne fallait surtout pas les critiquer et donc on a laissé faire. De l'autre côté, on a les populistes, l'extrême droite, qui montent. Et là aussi, on a laissé faire. Du coup, aujourd'hui, ces deux tendances sont au devant de la scène et on n'a aucun discours qui déconstruit le leur. C'est parce qu'on n'a pas osé dire une série de choses, ces dernières années, qu'on a aujourd'hui devant nous la peste et le choléra. Certains disaient que l'on faisait le jeu de l'extrême droite ? Mais qui fait le jeu de la démocratie ?

A vous entendre, il est donc urgent d'avoir des paroles qui déconstruisent ?
Complètement ! Sans angélisme.

Vous allez le faire ?

Je n'ai pas attendu pour agir ! Ce qui va changer, maintenant, c'est que je ne serai plus le seul à avoir peur. On est plusieurs à être menacés. Il y a 15 ou 20 ans, une cinquantaine de personnes m'attendaient à la sortie de mon spectacle Allah Superstar parce qu'elles n'étaient pas d'accord. La réalité, je ne la vis pas dans les salons en théorisant mais sur le terrain, en essayant, vaille que vaille, sans subsides, de faire mon métier.

Vous avez grandi à Molenbeek, vous êtes inquiet pour votre commune ?

Je suis inquiet mais je refuse de le dire. Il faut pouvoir revivre ensemble, donc se rencontrer, donc sortir de nos ghettos. Il y a des ghettos à Molenbeek, mais aussi à Uccle et à Lasne. Il faut aussi faire en sorte que les jeunes d'origine étrangère arrêtent de se considérer comme d'éternels étrangers et que les Belges cessent de les considérer comme des étrangers. On est une dizaine à tirer la sonnette d'alarme depuis longtemps. On n'a pas été écoutés parce que nous sommes politiquement incorrects. On ne m'appelle que quand il y a une catastrophe. Là, d'un coup, il y a un engouement énorme pour "Liberté, Egalité, Identité", tout le monde veut jouer mon spectacle. Je rêve ! Je l'ai créé après le 11 septembre 2001. Entre-temps, que de rendez-vous ratés avec la presse et le public. ■

VÉRONIQUE LAMQUIN

« Inclure les musulmanes »

Hafida Hammouti

Professeure de religion islamique dans des écoles primaires communales, elle enseigne dans des établissements de Molenbeek et de Woluwe. Elle est aussi cofondatrice de la Ceri, la Coordination des enseignants de religion islamique.

Vivre ensemble, comme son nom l'indique, c'est vivre avec tout le monde, c'est un défi collectif, au-delà des différences. Son petit côté didactique ne laisse aucun doute : Hafida Hammouti est professeure de religion islamique, à Woluwe et Molenbeek.

Résolument optimiste, elle veut y croire. Même si elle pointe une série de menaces qui planent sur cette société multiculturelle : « Il ne faut pas se leurrer : avec ce qui s'est passé, les messages de haine vont encore se multiplier. »

La question de la mixité ? Oui, c'est un véritable problème reconnaît l'enseignante. « Mais pour ça, honnêtement, je ne peux pas jeter la pierre aux communautés qui vivent dans ces quartiers ! Si on se retrouve aujourd'hui dans des écoles où il n'y a à peu près aucune mixité ethnique, c'est qu'on n'a pas mis les politiques adéquates en place ! Si les familles ne savent pas se payer un logement en dehors des quartiers les plus défavorisés, ou qu'elles sont confrontées à des délits de faciès dans les autres communes, on ne peut pas y voir une volonté des personnes de rester dans des quartiers ghettos ! »

Et puis, il y a ces « valeurs » qu'on ramène en permanence au centre du jeu : « Mes valeurs sont belges ! La tolérance, la liberté d'expression... Je ne me pose même pas la question. Mais soyons clairs : à chaque fois qu'on avance cet argument, c'est pour parler... de

fringues ! » Pour cette femme musulmane voilée, le débat sur le foulard a pris depuis plusieurs années des allures de talk-show et empêche tout débat serein. « La question du foulard est devenue le leitmotiv de l'anti vivre-ensemble, estime-t-elle. Pourtant, dans la communauté musulmane, il y a autant de femmes qui le portent que de femmes qui ne le portent pas. » Pour elle, il est donc impératif d'élever le débat, de sortir du buzz permanent sur lesquels surfent médias et politiques sur les thèmes islam/musulmans/réfugiés, si on veut véritablement avancer dans ce chantier du vivre-ensemble. « On n'a plus le temps de faire de la pédagogie... »

Informers les gens

Pour Hafida Hammouti, l'enseignement, l'éducation doivent évidemment être au centre de la solution, et de ce vivre-ensemble. Pour les enfants, mais pas seulement. « Nous devons informer les gens ! Il y a une méconnaissance énorme de nos concitoyens sur l'islam. Quand on voit la polémique sur le sirop halal... Les gens ne savent même pas ce que ça veut dire. »

Est-ce à dire que pour un vivre-ensemble qui fonctionne mieux, il faut avant tout que les non-musulmans fassent un pas vers leurs concitoyens ? Qu'il n'y a pas de travail interne à mener ? « Attention, je ne dis pas que nous

sommes des victimes ! », souligne la prof. « En intra-communautaire, il y a, il me semble, un problème capital : il manque de femmes dans toutes les structures ! » L'Exécutif des musulmans de Belgique n'en compte pas une seule, en effet, puisqu'il repose sur des élections qui remontent des unions de mosquées, un univers très masculin. Pourtant, l'EMB s'occupe notamment des professeurs... et professeures de religion islamique. Pourquoi ne pas les inclure ?, s'interroge cette femme engagée. « Tant que nous n'aurons pas de femmes à de tels postes, la question féminine restera problématique. La place qu'on donne aux femmes est symptomatique d'une société saine. » D'autant plus qu'elle se double d'une discrimination extra-communautaire. Les principales victimes de discriminations basées sur la religion – en l'occurrence l'islam – sont en effet les femmes voilées. « L'Etat en arrive quand même à accepter une discrimination structurelle », pointe Hafida Hammouti.

Et de rappeler que l'immense majorité des musulmans vivent en parfaite harmonie avec leurs voisins. Oui, il y a un travail d'introspection à mener dans la communauté, notamment sur les questions d'altérité. Mais, au-delà, si l'on veut mener un vrai débat aujourd'hui sur le vivre ensemble, il faut commencer par une chose toute simple : inviter les musulmans autour de la table. C'est

d'ailleurs aussi ce que réclament les élèves d'Hafida : « les jeunes veulent être entendus, ils ont besoin de sentir que leur avis compte ». ■

ELODIE BLOGIE

« Sincèrement intégrateurs »

Thomas Gergely

Thomas Gergely est professeur à l'ULB. Il est directeur de l'Institut d'études du judaïsme. Il est aussi l'un des visages les plus connus de la communauté juive de Belgique.

Les attentats de mardi, l'horreur et la tristesse qu'ils ont inspirées sont peut-être une invitation adressée à la société à remettre l'intégration sur le métier, ce vieil ouvrage du vivre-ensemble déjà entamé mais non encore terminé. Cette incitation, c'est Thomas Gergely, sollicité pour ce supplément, qui l'adresse. Il est professeur à l'ULB, directeur de l'Institut d'études du judaïsme. Il est de confession juive mais pour autant ne souhaite pas s'exprimer

en tant que représentant de la communauté.

L'intégration qu'évoque Thomas Gergely relève d'une responsabilité partagée, « fondée », affirme-t-il, sur l'intelligence conjugée de l'intégrateur et de l'intégré ». En la matière, les mots comme les réalités qu'ils recouvrent ont leur importance. La notion d'intégration ne peut être bradée, dévaluée, réduite finalement à une autre, l'assimilation. « Si la société majoritaire choisit l'intégration, développe Thomas Gergely, c'est elle qui, d'abord, doit faire l'effort de créer les conditions nécessaires pour que le groupe allogène puisse exister en son sein avec la possibilité d'exprimer son identité, culturelle, religieuse, ali-

mentaire, voire vestimentaire, aussi longtemps que cette expression n'entrave pas les conditions élémentaires de la cohabitation. Si, par contre, cette société a choisi l'assimilation, elle répond au groupe qui frappe à sa porte qu'elle le

cevra, certes, mais à condition qu'il renonce aux traits et aux usages qui le définissent. En d'autres termes, elle lui lance l'injonction de devenir similaire, semblable au groupe qui l'accueille. »

Entre les deux, Thomas Gergely préfère franchement l'intégration. « L'exigence de l'assimilation conduit généralement à l'impasse, nul ne l'ignore. Parce que personne n'accepte sereinement d'être dépouillé, sur ordre, et par contrainte, de ce qui lui permet, espère-t-il, de se définir, fût-ce imparfaitement, dans ce vaste monde. Par exemple, comme terrien, européen, homme ou femme, belge, francophone, bruxellois, universitaire... de telle ou telle appartenance religieuse ou philosophique. »

Alors que les attentats de Bruxelles ont frappé, Thomas Gergely appelle de ses vœux une « société sincèrement intégratrice et pas sournoisement assimilatrice ». En ajoutant tout de même que pour que la cohabitation marche au

mieux, les groupes nouveaux doivent avoir « l'intelligence de répondre aux efforts du groupe intégrateur par des gestes d'assimilation spontanés, des gestes qui gommeront les aspérités éventuelles de comportements identitaires contraires aux paramètres de base du vivre-ensemble, ou qui le rendent difficile. »

Les vagues d'immigration qui ont pé-

tri les populations européennes au cours du XX^e siècle n'ont pas été sans conséquence. Même si certains Belges « de souche » ne s'en sont pas aperçus, elles ont modifié la définition de l'identité nationale, prétend Thomas Gergely : « La belgitude implique désormais que l'on puisse également se prénommer Mohamed ou Abraham, que l'on puisse être flamand sans être blond, que des

Belges nombreux soient circoncis, que certains s'abstiennent de porc, de cheval, de fruits de mer ou de vin, par religion, que des femmes belges refusent d'exhiber leurs cheveux au tout-venant, qu'outre le dimanche, des Belges s'abstiennent de travailler le vendredi ou le samedi. » C'est, selon Thomas Gergely, le prix à payer pour vivre en démocratie. ■

MATHIEU COLINET

Un monde commun

Vincent de Coorebyter

Il a dirigé le Centre de recherche et d'information socio-politiques (Crisp) et est devenu, en 2013, professeur à l'ULB, titulaire de la chaire de philosophie sociale et politique contemporaine. Il est chroniqueur au « Soir ».

A une certaine époque, on n'hésitait pas à employer cette expression très connotée : « *Nous n'appartenons pas au même monde.* » Aujourd'hui, le cloisonnement en catégories sociales ayant chacune leur langage et leurs références (dont Proust a si bien rendu la couleur chaque fois spécifique) fait horreur à nos sociétés libérales, qui tentent de nous convaincre que nous appartenons tous au même monde, à un monde commun - le monde de la communication, des nouvelles technologies, de la globalisation, de la culture de masse et de l'avion facile. C'est cette illusion, parmi d'autres, qui s'est effondrée dans les attentats récents, au moins depuis l'attaque contre *Charlie Hebdo*.

Il ne suffit pas d'avoir en commun l'usage d'internet et le goût de la consommation pour appartenir au même monde, pour savoir se parler et s'entendre. Dès 1990, dans *Eloge du grand public*, Dominique Wolton mettait en garde contre la multiplication des chaînes de télévision et l'apparition de chaînes thématiques qui allaient renforcer la segmentation des publics et empêcher les échanges autour d'une expérience commune. On peut ironiser sur la grand-messe du 20 heures et se réjouir de la fin des

monopoles, mais il n'était pas inutile qu'un peuple entier partage les mêmes

images, les mêmes messages. Dans la réflexion sur nos sociétés multiculturelles, on ne dira jamais assez la rupture provoquée par les chaînes satellitaires et l'usage de la parabole : chacun, depuis, se branche sur sa langue, son pays de référence, son imaginaire. Et internet n'a fait que renforcer cette tendance en multipliant à l'infini les consommations de niche, la constitution de « tribus » centrées sur un goût ou une pratique ignorée de toutes les autres tribus. Ce ne sont pas seulement des groupes issus de l'immigration qui choisissent leurs propres canaux de communication et d'images, c'est la société entière qui cultive des affinités, des particularismes, des langages, des expériences et des imaginaires irréductibles les uns aux autres.

Pas assez de références partagées

Nous ne cessons, depuis plusieurs années, de parler du vivre-ensemble, mais là n'est pas la question : le plus souvent, nous ne vivons pas seulement séparés entre les musulmans et les autres, mais également au sein de chacune des soi-disant « communautés » auxquelles nous sommes censés appartenir. Si de telles « communautés »

globales existaient, nous aurions des identités mieux affirmées et nous serions davantage enclins à nous ouvrir à autrui. Mais il ne reste plus, aujourd'hui, assez de références partagées - de ces références qui étaient, hier, imposées par l'école, le monde intellectuel et les classes supérieures, ou bien par la pratique de luttes collectives sous-tendues par un même mode de vie - pour nous donner de l'assurance et de l'audace. Il existe un univers bien précis dans lequel l'accord sur l'essentiel permet d'accueillir l'altérité culturelle : c'est l'univers de l'argent et des puissants, qui s'entendent dans les palais, les grands hôtels et les terrains de golf parce qu'ils partagent les mêmes

privileges, qu'ils soient français ou qataris, occidentaux ou orientaux. Mais pour le reste ? Passer ses vacances au Maroc ou en Tunisie ne suffit manifestement pas à comprendre l'islam, pas plus qu'il ne suffit de vivre en Belgique pour s'y sentir bien.

Vecteurs de fragmentation

Est-il encore temps, aujourd'hui, de construire un monde commun, de se donner les moyens de partager, entre personnes de toutes origines et de tout statut, assez de références et de principes pour être capables de dialoguer

vraiment ? Ni la diffusion mondiale du capitalisme ni celle de l'informatique ne peuvent y suffire, car ce sont des vecteurs de fragmentation et de différenciation autant que de convergence. Et le temps est révolu où l'Occident pouvait imposer ses propres principes à la planète.

Un référentiel commun doit nécessairement être bâti en commun, mais il ne peut pas l'être au mépris des valeurs de liberté et d'égalité, qu'il ne faut pas renoncer à rendre universelles. Je n'ai aucun doute, pour ma part, quant au fait que tous les individus peuvent reconnaître la pertinence de ces valeurs et en goûter les avantages : il y a un racisme implicite dans le fait de juger qu'elles ne pourraient pas convenir à telle culture, à telle religion, à telle civilisation.

Mais dire les choses ainsi, c'est parler en Occidental du XXI^e siècle et faire mine d'ignorer que le véritable universel doit pouvoir intégrer les différences. A moins que cette objection, elle-même, ne soit un prétexte pour dénier l'universalité des droits fondamentaux ? Etant incapable de m'accorder avec moi-même, je ne suis pas sûr que l'édification d'un monde commun soit bien partie. ■

VINCENT DE COOREBYTER

« Ne pas juste vivre les uns à côté des autres »

Brigitte Maréchal

Brigitte Maréchal est professeur de sociologie à l'UCL et directrice du Cismoc, le Centre interdisciplinaire d'études de l'Islam dans le monde contemporain. Elle revient sur les fractures de la société belge.

ENTRETIEN

Pour la professeure de sociologie à l'UCL, le problème de l'intégration dépend de facteurs sociaux, politiques, économiques, culturels mais aussi religieux. Pour y remédier, il faut absolument faire se rencontrer les uns et les autres des différentes communautés.

Quel constat dressez-vous sur l'état du « vivre ensemble » dans notre pays ?

Il y a des fractures et des tensions, dont les attentats sont un des résultats. Quand on se demande ce qui a bien pu se passer, on peut pointer toute une série de dysfonctionnements : le repli sur soi, le renfermement des quartiers, le manque de mixité sociale dans les écoles, etc. Il n'y a pas eu ce sentiment d'empathie réciproque, on n'a pas pris en compte le point de vue de nos voisins. Il faut changer nos mentalités, sortir de ce vocabulaire du « nous » contre « eux ». Ces gens font partie de notre société, il faut les intégrer et, pour ce faire, les comprendre. Il faut discuter avec eux, lancer un véritable débat, dans le respect.

Y a-t-il de quoi désespérer ?

Non, s'il y a bien des fractures, il y a aussi des choses qui ont bien fonction-

né. Tout un travail d'intégration a été fait. Les populations musulmanes sont ici depuis 40-50 ans, dans la majeure partie, et un long chemin a déjà été parcouru à leurs côtés. On a fait beaucoup de choses, comme de mettre en place des cours de religion islamique dans les écoles ou d'introduire des imams dans les prisons. L'islam a été progressivement intégré dans la société, les musulmans ont trouvé leur place et la société leur a fait une place via des ajustements

réciproques.

Dans quel sens doit se prolonger cette démarche de conciliation ?

La démarche doit venir des musulmans et des non-musulmans. Il faut introduire de l'autocritique et de la confiance dans toute la société. Tout ne doit pas reposer sur les institutions et les associations, chacun doit prendre ses responsabilités. Cela veut dire qu'il faut s'ouvrir aux autres, engager la conversation, le débat. Ne pas se contenter de vivre les uns à côté des autres. Il faut aussi évacuer tout cet imaginaire qu'on a sur « l'autre ». On pense tous connaître nos voisins mais nous sommes en fait pétris de préjugés.

Quelles mesures pour encourager le dialogue ?

Il faut renforcer la formation. Elle est cruciale parce qu'elle permet de contextualiser, de prendre distance et de donner des repères. Les gens se posent des questions du quotidien qui peuvent paraître simples et bêtes et il faut pouvoir y répondre. Ils se demandent par exemple comment organiser un barbecue à l'école. Les professeurs doivent être formés en priorité.

Il faudrait même avoir des personnes de référence dans les écoles pour répondre à ces questions. Il y a une forme d'analphabétisme religieux dans notre société, on ne comprend pas la religion et surtout l'islam. Il faudrait des formations sur la création de notre société, sur les valeurs du pays. Comprendre d'où on vient, que la société se construit au fil du temps. Beaucoup de crispations viennent du fait que les citoyens ne comprennent pas vraiment la démocratie et ses concepts. On ne sait pas très bien dans quel monde nous vivons. On transforme des choses en problèmes alors qu'ils n'en sont pas.

Le problème de la mixité sociale, de l'intégration est-il seulement une affaire religieuse ?

Le problème de l'intégration dépend de facteurs sociaux, politiques, économiques, culturels mais aussi religieux. C'est difficile de le dire sereinement au public mais il y a de vrais problèmes entre musulmans et non-

musulmans. Souvent, dans la communauté musulmane il y a un discours apologétique autour de leur religion. Elle est la vérité, la chose qui donne sens à leur vie, qui leur donne des valeurs, elle est fondamentale pour eux. Pour eux, l'autocritique est

donc difficile, la distanciation aussi parce qu'elle serait vue comme confirmation de la critique qui vient de l'extérieur.

Que faire alors ?

Il faut parvenir à penser le fait religieux dans toute sa richesse et sa complexité. Mais aussi comprendre comment l'islam a pu être utilisé dans des prêches qui ont dissocié les musulmans des non-musulmans et entraîné un repli communautaire. Pour moi, la religion n'est ni bonne ni mauvaise en soi, tout dépend de ce que les gens en font. Parfois, elle a pu entraîner le repli, la distanciation. Le problème reste qu'il est très difficile de parler de religion, il faut pouvoir en parler sereinement.

Selon vous, comment les musulmans vivent-ils le phénomène en Belgique ?

La construction de l'identité des musulmans est difficile, notamment parce qu'il y a beaucoup de confusion entre les débats de société belges et français. Il faut bien comprendre le contexte spécifique belge, les problématiques ne sont pas du tout les mêmes. Ce qui me fait peur, c'est ce discours d'auto-victimisation de part et d'autre : « C'est nous qui sommes victimes, qui sommes discriminés. »

Certains musulmans vont avoir du mal à s'associer à la douleur des familles bruxelloises parce qu'ils vont dire qu'on se fiche des morts en Palestine, de Syrie ou d'ailleurs. Il faut qu'on puisse y réfléchir et penser le rôle de la colonisation. Est-ce qu'on n'a pas aussi une part de responsabilité dans ce qui advient aujourd'hui ? Des deux côtés, une autocritique est absolument nécessaire. On a laissé circuler certains discours teintés de racisme et de repli identitaire. Il faut écouter l'autre, le comprendre. Pourquoi ? Parce que ces jeunes qui mettent des bombes dans le métro sont aussi nos jeunes. ■

Propos recueillis par
CORENTIN DI PRIMA

« Gardons notre côté Bisounours »

Alex Vizorek

L'une des voix des « Cafés serrés » de La Première est aussi co-animateur de « Si tu écoutes, j'annule tout », sur France Inter. Il a réussi à Paris mais ne peut pas s'empêcher de garder un lien avec Bruxelles.

C'est depuis la France qu'Alex Vizorek et sa comparse Charline Vanhoenacker ont observé les événements survenus mardi à Bruxelles. La journaliste a expliqué au *Soir* qu'elle ne se sentait d'ailleurs pas légitime pour réfléchir à l'avenir d'une Belgique qu'elle a quittée depuis déjà treize ans. La distance n'a cependant pas empêché nos deux compatriotes d'être ébranlés par les attentats. Ils ont d'ailleurs tenu à proposer le jour même une spéciale « belgitude » dans « Si tu écoutes, j'annule tout », leur émission quotidienne d'humour sur France Inter.

Vendredi, Charline et Alex étaient à Bruxelles dans les studios de Flagey pour animer conjointement avec La Première une spéciale « L'union fait la farce ». Les chroniqueurs français se sont mêlés à l'équipe de Walid et « C'est presque sérieux » pour deux heures d'humour parfois potache, parfois grave mais souvent très juste. Avant d'aller samedi soir sur le plateau d'« On n'est pas couché », le talk-show de Laurent Ruquier diffusé sur France 2 à 22h55, l'humoriste s'est confié au *Soir*.

Quelle est la Belgique que vous souhaitez pour demain ?

Ce que je souhaite vraiment : c'est que

rien ne change. Que la Belgique reste comme elle était ! Ça m'agace d'entendre des critiques sur la "Bisounourserie" de la Belgique. Je trouve qu'il faut absolument la conserver. Je ne dis pas qu'il ne faut pas être vigilant. Je ne dis pas qu'il ne fallait pas surveiller les mosquées salafistes de Molenbeek. Mais j'espère qu'on va garder notre côté Bisounours malgré tout.

J'ai particulièrement été touché par le dessin de Kroll sur lequel on peut voir une vieille dame assise à côté d'un jeune. Elle lui dit "Et vous, vous vous faites sauter quand ?" Il répond : "Je ne sais pas, ce n'est pas évident de choisir..." Ce dessin représente bien la Belgique. On vit tous ensemble, on est très proche. Des petites vieilles comme ça, il y en a plein à Molenbeek. Et des petits jeunes comme celui-là, il y en a aussi. C'est extrêmement triste.

C'est le sentiment qui vous anime aujourd'hui, la tristesse plus que la colère ?

Ce serait donner beaucoup d'importance à la bêtise de ces gens que d'être en colère. Après, j'ai lu des titres comme "Ils n'auront pas ma colère", j'ai trouvé ça un peu fort. Je dois reconnaître que je souscris au sentiment de tristesse. Les lieux qui ont été touchés sont des lieux de ma jeunesse et je les fréquente encore aujourd'hui. La première fois que j'ai pris l'avion, c'était à Zaventem. Tous les vendredis après ma chronique à la RTBF, je passe par Maelbeek pour aller prendre mon Thalys...

Quelle est la clé pour avancer ?

Je le répète, j'aime la Belgique comme elle est aujourd'hui. Je l'ai connue multiculturelle depuis ma jeunesse. J'étais dans une école du centre-ville et j'ai toujours pensé, et je pense encore aujourd'hui, que la multiculturelité va devenir une évidence.

Comment observez-vous les critiques françaises à l'égard des Belges depuis la France ?

Il faut arrêter le chauvinisme. Moi, quand j'entends Michel Sapin (le ministre français des Finances NDLR) dire que les Belges sont naïfs et qu'il y a eu des manquements (il s'est rétracté depuis NDLR), je ne le prends pas personnellement. Peut-être qu'il y a en a eu, peut-être pas. Je n'en sais rien. Mais il a le droit de le dire et je ne me sens pas responsable de ces éventuels manquements. Quand les Belges montent sur leurs grands chevaux face aux critiques françaises, je ne nous reconnais pas.

Comment expliquer que les Belges aient continué à vivre « normalement » au lendemain des attentats ?

Les Français aussi ont continué à vivre après les attentats de Paris. C'est nous qui n'avions pas continué quand c'est arrivé chez eux. Cette fois, c'est chez nous. On a continué à vivre et on continuera de toute façon. Que voulez-vous faire d'autre ? Ou alors on va tous habiter dans une ferme en Toscane... ■

Propos recueillis par
MAXIME BIERNÉ

Jeunesse, l'évidence du vivre-ensemble

Ils sont Belges, de familles chrétiennes, juives, musulmanes. Pour eux, la question du multiculturalisme ne se pose pas. Ou pas tout de suite.

Le vivre-ensemble. Où est-il ? Là, juste là. Chez cette jeunesse pour qui ce n'est en réalité même pas une question. Il y a Margaux, Bruxelloise pur jus, fille d'un père juif et d'une mère non juive, qui vit à Uccle. Alessia, amie de Margaux, famille d'origine italienne, qui rigole : « *avant le collège, dans mon école catholique, je n'avais jamais vu de juif de ma vie !* » Toutes deux ont étudié au lycée Dachsbeck, avant d'entamer des études de droit à l'ULB cette année. Mehmet, lui, est toujours au lycée. D'origine turque, il vit depuis quelques années à Molenbeek. Bilal, jeune Afghan réfugié depuis plusieurs années, et Belkacem, Belge d'origine marocaine, qui terminent des études aux Arts et métiers. Et Gebert, aussi de confession musulmane, mais d'origine tchétchène.

Nous les avons rassemblés sur cette « place de la liberté » improvisée depuis mardi. L'an dernier, ils ont partagé un voyage hors normes en Israël et en Palestine. Le projet porté par Simone Suss-

kind et sa fille avait pour objectif de mêler des établissements scolaires très différents et d'inviter les jeunes à dépasser les idées reçues sur le conflit. Si les attentats les ont tous bouleversés, la question du vivre-ensemble les étonne. « *Mais on vit ensemble !* », rétorquent-ils à peu près tous spontanément. « *On est né dans la mixité, s'enthousiasme Margaux. A Dachsbeck, j'ai plus l'habitude d'avoir des copines d'origine étrangère que belgo-belges. La génération au-dessus de nous devait peut-être faire des efforts pour aller à la rencontre de l'autre, nous on a été plongé dedans d'emblée. Comment voulez-vous qu'on soit intolérant si on a des amis de toutes les origines, de toutes les religions ?* » Margaux

a cependant conscience que ce n'est pas forcément le cas pour tous les jeunes, notamment du côté juif de sa famille où ses cousins et cousines sont très impliqués dans la communauté. Pour Bilal, il n'y a « *pas de soucis* » non plus : « *J'ai des amis d'un peu partout, de toutes les origines. Au stage, je suis avec des belgo-belges. Je n'ai jamais eu de problèmes. Mais c'est vrai que quand je me balade avec un sac, depuis quelques jours, on me regarde différemment !* » Belkacem sourit : « *Oui, moi aussi !* »

Les jeunes se rappellent leur première rencontre : « *Au début, on ne se mélangeait pas trop, admet Alessia. Mais les organisateurs ne nous ont pas laissé le choix* ». « *Ils savaient qu'on n'allait pas se mélanger tout de suite, ça ne tombe pas du ciel* », reconnaît Belkacem. Pour eux, une société réellement multiculturelle passe par davantage d'initiatives de ce genre. Pas forcément de grands voyages, mais des échanges entre écoles, par exemple. Et ce dès le plus jeune âge, insiste Alessia : « *Il faut forcer les gens à l'ouverture !* »

Du « tout va bien » initial, quelques anecdotes remontent en surface. Comme cette amie d'Alessia, en couple avec un Marocain : « *Au départ, elle pensait qu'il n'y aurait pas de problème, puis au fur et à mesure, elle a quand même senti que ça dérangeait les familles, surtout du côté de son copain...* »

Pas de mixité sans confiance

Mehmet, lui, partage ses impressions sur son quartier : « *A Molenbeek, il y a un certain vivre-ensemble : les gens se croisent. Sinon, c'est un peu chacun dans sa communauté. Ce qui arrive aujourd'hui, c'est sans doute qu'on a été un peu*

laxiste dans des quartiers où il y a une forte population immigrée pas si bien intégrée. C'est donc plus facile pour eux de se faire manipuler. Je vois bien les jeunes qui traînent en rue : ils n'ont rien à faire, ils fument toute la journée, n'ont aucun point de repère et leur frustration grandit. » Belkacem tient à préciser : ces terroristes n'ont rien à voir avec l'islam. Ce ne sont pas des musulmans. Gebert nuance. Il y a quelques années, il a été amené à croiser des jeunes Tchétchènes, très tournés vers la religion, qui voyaient l'émergence d'un califat comme un idéal.

Si le vivre-ensemble leur apparaît comme une évidence, les récents évé-

nements les inquiètent tout de même un peu, après une heure de discussion. Alessia relève ses amis facebook qui postent des commentaires racistes, craint la récupération des populistes. Mehmet se dit pessimiste. Margaux, elle, veut y croire : « *Si on n'y croit pas, autant tous se jeter dans le canal !* » Gebert, lui, n'hésite pas à jeter un froid : « *je n'y crois pas, à ce vivre-ensemble. C'est humain d'être plus proche des siens que de gens d'autres communautés. Je ne pense pas qu'il faille forcer les gens à se mélanger, ni que cet Etat va forcément virer au clash...* » Les autres jeunes finissent par rire de ce scepticisme cynique... un brin exagéré ? On laissera à Bilal le soin de conclure : « *J'ai peur que les gens se méfient de plus en plus les uns des autres. Or sans confiance, il n'y a pas de mixité et la peur augmente. Il faut peut-être qu'on qu'on se rencontre, qu'on se raconte tous les stéréotypes qu'on a les uns sur les autres et qu'on se réponde...* » ■

ÉLODIE BLOGIE

LE BILLET**Maxime Biermé,**
JOURNALISTE**NE VOUS
INQUIÉTEZ PAS,
ON VA SE
RECONSTRUIRE
DES RÊVES**

Bonne-maman, papa, maman, chers tous. Je sais que vous avez pleuré mardi devant la télé, puis en lisant les excuses de Béatrice Delvaux à destination de ma génération. Je sais que vous avez peur et que depuis quelques jours, un sentiment de culpabilité a pris le dessus. Je vous le dis tout de suite : je ne suis pas fâché. En tout cas pas sur vous. Je suis fâché sur ceux qui se sont fait exploser dans le métro que je prends tous les matins pour aller travailler. Fâché sur ceux qui ont détruit le hall de l'aéroport qui a toujours été synonyme pour moi de grands voyages et d'opportunités à l'étranger. Je suis fâché parce qu'ils nous ont rajouté un fardeau de plus à porter sur nos épaules. Et pas

des moindres. Un piège énorme. Un puits sans fond de haine dans lequel ils tentent chaque jour de nous pousser. Certains ont d'ailleurs déjà basculé. Ils hurlent leur colère et leur incompréhension du bout des doigts sur les

réseaux sociaux, le déversoir de haine 2.0. Ceux-là se sont fermés. Ils ont laissé les terroristes gagner. Tu m'as dit : « *Reviens vivre à la campagne. On est bien ici... Je sais que je ne peux pas t'obliger...* » À toi qui ne vis pas à Bruxelles. Toi qui ne croises des musulmans que via ton écran de télévision, je te dis que partir n'est pas une solution.

Ma plus grande crainte, c'est que vous ne nous entendiez pas. Vous parlez de guerre, un concept qui n'existe pour nous que dans les livres d'histoire et dans les souvenirs douloureux de nos grands-parents. Que ce soit bien clair : nous refuserons de nous battre avec autre chose que des mots, des craies et des câlins. Depuis Charlie, le crayon est notre Kalachnikov. Depuis mardi, l'optimisme naïf et la curiosité de Tintin notre guide. Papa, merci pour ta promesse de me tirer une balle dans le pied si un jour le service militaire obligatoire qui t'a tant affecté devait être à nouveau d'application. Non je n'ai pas oublié. Tout ce que nous voulons aujourd'hui, c'est comprendre. Pourquoi avez-vous laissé cela

arriver ? Pourquoi, alors que j'en croise des dizaines tous les jours dans le bus, le métro ou sur le piétonnier, n'ai-je aucun ami musulman ? Pourquoi dites-vous qu'on n'aurait pas dû les accueillir « chez nous » ? N'avez-vous pas compris que le monde a changé ? Il n'y a plus de « chez nous ». Je me sens

« chez moi » à Londres grâce à mon Erasmus. Je me sens chez moi à Madrid, Mexico ou Paris parce que j'y ai séjourné pour un stage, un job étudiant ou simplement pour me dorer la pilule pendant l'été.

La mondialisation n'est un danger que pour ceux qui ne savent en saisir les opportunités. L'intégration n'est pas « un échec ». C'est le défi de ce début de siècle. Je ne comprends pas pourquoi ceux qui parlent le plus fort aujourd'hui sont ceux qui attisent la haine de l'autre.

Je vous avoue que je panique un peu car je sais que c'est à ma génération de trouver des solutions à toutes ces « crises » et autres « menaces » qui dominent l'actualité. C'est à nous de changer le lexique du quotidien.

Alors, histoire de méditer un peu, je vais aller boire une bière en terrasse à Flagey, à Paris, à Molenbeek. Partout où c'est ouvert. Pas pour vous provoquer en jouant les sans-peurs qui se moquent du danger. Moi aussi j'ai peur. Mais parce qu'il faut avancer.